

Unité Interdépartementale 39-71  
Antenne de Macon  
37 Boulevard Henri Dunant -CS 80140  
71040 Macon Cedex 9

Mâcon le, 07 mai 2024

**Rapport de l'Inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 29/03/2024

**Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SPEICHIM PROCESSING S.A.**  
LE HONRY  
39190 Beaufort-Orbagna

Références : FV/VV/2024/M\_128  
Code AIOT : 0005900723

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2024 dans l'établissement SPEICHIM PROCESSING S.A. implanté Le Honry 39190 Beaufort-Orbagna. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à vérifier le contrôle des rejets atmosphériques en composés organiques volatils (COV) des installations classées par le contrôle de la canalisation et du captage des effluents, le contrôle sur site des installations de traitement des COV et la prévention des périodes d'indisponibilité de ces installations de traitement, le contrôle des valeurs limites d'émissions canalisées à travers le contrôle réglementaire et des valeurs limites d'émissions totales et/ou diffuses via le contrôle du plan de gestion des solvants.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SPEICHIM PROCESSING S.A.
- Le Honry 39190 Beaufort-Orbagna
- Code AIOT : 0005900723
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'activité du site consiste à la régénération de solvants (hydrocarbures, cétones, esters, alcools notamment). Il s'agit essentiellement de séparer la partie liquide de la partie solide du solvant usagé (évaporation sous vide + distillation). Les installations sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 décembre 2010, l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 (rubrique 3510).

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Air COV

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Connaissance des émissions	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe II§III	Demande d'action corrective	2 mois
5	Respect des VLE - tableau des VLE	Arrêté Préfectoral du 09/12/2010, article 3.2.2	Demande d'action corrective	6 mois
6	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Demande d'action corrective	6/12 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
3	Traitement des fumées - conception	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Sans objet
4	Surveillance des rejets - mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas les VLE en COVNM. Il a pour usage de comparer le flux seuil déclenchant la VLE de 110mg/m<sup>3</sup> (2kg/h) aux flux moyens par émissaire. L'Inspection rappelle à l'exploitant que le flux seuil est un flux horaire total. Il doit être comparé à la somme des flux (canalisés et diffus). Aussi, les valeurs-limites s'imposent à des mesures réalisées sur une durée voisine d'une demi-heure.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Connaissance des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe II§III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Inventaire
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivants :  1. Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris : a) Des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ; b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique réceptionner et traiter environ 9000t/an de solvants usagés issus de l'industrie produisant ou utilisant de la peinture, des vernis ou de l'encre.  Des plans des procédés de traitement des solvants présents dans le dossier de réexamen IED de 2019 ainsi que des plans PID ont été présentés à l'inspection. L'Inspection constate que les plans présentés ne montrent pas l'origine des émissions gazeuses canalisées et diffuses, ne sont pas à jour (de nouvelles captations d'émissions diffuses ont été réalisées depuis) ou alors ne sont pas simplifiés.  L'exploitant annonce un rendement global de récupération de solvants d'environ 75% et un abattement des COV dans la tour de lavage de 1%. Les performances des différentes techniques employées (p.ex. distillation, évaporation, condensation, refroidissement, tour de lavage) ne sont pas décrites distinctement.  <b>Demande 1 : l'Inspection demande à l'exploitant de disposer de schémas simplifiés des procédés montrant l'origine des émissions gazeuses canalisées et diffuses ainsi que d'une description des techniques mises en œuvre détaillant distinctement leurs performances.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 2 : Canalisation des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Canalisation des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté la présence des 3 émissaires décrits dans l'arrêté préfectoral :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Postes de conditionnement et filtres évaporateurs de l'unité de production ;</li> <li>- Ventilation générale de l'unité de production ;</li> <li>- Appareils atelier régénération + pompes à vide (tour de lavage).</li> </ul> <p>L'exploitant a indiqué avoir mis en place un système de récupération des effluents gazeux de 11 cuves de stockage raccordés à un condenseur et la tour de lavage.</p> <p>Il indique par ailleurs qu'il est prévu de canaliser les effluents gazeux d'autres cuves.</p> <p>Sans préjudice du respect d'autres prescriptions, l'Inspection considère que l'exploitant respecte globalement la prescription contrôlée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Traitement des fumées - conception

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traitement des fumées - conception</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs-limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.</p> <p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, de traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que la tour de lavage fonctionne en continu sauf lors des phases d'arrêt des installations. Il indique qu'une vidange de l'eau est réalisée chaque mercredi.</p> <p>L'Inspection a constaté que la réalisation de la vidange n'a pas été formalisée sur la fiche de suivi du mercredi 27 mars. Elle l'a été le mercredi 20 mars.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est de sa responsabilité de s'assurer de l'exploitation correcte des outils de traitement des effluents gazeux.</p> <p>L'exploitant a présenté par ailleurs l'outil de GMAO permettant de tracer la maintenance de la tour de lavage. Le nettoyage du ventilateur de la tour a été réalisé en août 2023 d'après l'outil.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Surveillance des rejets - mesure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.  II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.  IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection les rapports de surveillance des émissions atmosphériques du 4 mai 2023 et du 27 octobre 2023. Les rapports ont été réalisés par la société IRH à Sérézin (69). Cette agence apparaît sur la liste des organismes agréés pour le mesurage notamment des COVT (arrêté du 9 juin 2023). Elle était également accréditée au moment des mesurages selon la norme NF EN 12619 d'après le site du COFRAC. Le rapport de mai 2023 indique que c'est bien cette norme qui a été utilisée pour mesurer les COVT.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Respect des VLE - tableau des VLE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/12/2010, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conformité des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Si le flux horaire total de COVNM dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m <sup>3</sup> .  AM 2/2/98 (article 21-III) : les valeurs-limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure. AM 2/2/98 (article 58-IV) : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Les rapports de mesurage présentés ne font pas état de non-conformité. L'Inspection constate cependant que le flux seuil de 2kg/h est comparé aux flux par émissaire moyenné à partir de 3 essais d'une demi-heure. L'exploitant indique à l'inspection comparer usuellement le flux seuil aux flux canalisés moyens par émissaire.

<p><b>Demande 2 : L'inspection demande à l'exploitant de comparer le flux seuil au flux total horaire canalisé et diffus (mesuré sur une demi-heure pour la part canalisée).</b></p> <p>L'inspection constate que le flux seuil est dépassé pour au moins une mesure (3 mai 2023 de 9h15 à 9h45), le flux mesuré est de 2kgC/h sur l'émissaire tour de lavage, ce dernier ne prenant pas en compte les émissions des autres émissaires, ni les émissions diffuses. Aussi la concentration mesurée en COVNM à ce moment-là est de 2750mgC/Nm3 sec minimum.</p> <p>L'inspection constate une non-conformité des concentrations en rejets gazeux.</p> <p>L'exploitant n'indique pas de fonctionnement inhabituel de ses installations au moment du dépassement constaté.</p> <p><b>Demande 3 : L'inspection demande à l'exploitant de mettre en conformité sous 6 mois ses installations afin de respecter :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit un flux horaire total maximal en COVNM sur l'ensemble du site (canalisé et diffus) inférieur à 2kg/h</li> <li>- soit une concentration en COVNM de 110mg/Nm3 pour chaque émissaire.</li> </ul> <p>A noter, l'Annexe 3.4 IX de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 impose une valeur limite d'émission de 30 mg/Nm3 de COVT pour les émissaires qui dépassent individuellement un flux horaire total maximal de COVT (canalisé) de 2kg/h.</p> <p>.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 6 : Plan de gestion des solvants (PGS)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants (PGS)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p> <p>AP du 9/12/10 (article 3.2.2) Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % du flux annuel des émissions canalisées.</p> <p>AM du 17/12/19 (V de l'annexe 3.4) : L'exploitant confine, collecte et traite ses émissions conformément au d du VI de l'annexe 3.1.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'Inspection un plan de gestion des solvants (PGS) pour l'année 2023. Ce plan prend en compte les entrées/sorties suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- masse de solvants usagés et matières premières (xylène + éthanol) ;- masse de solvants régénérés ;- masse de déchets ;</li> <li>- masse de COVNM en sortie (flux moyen canalisé exprimé en Carbone * nombre d'heures de fonctionnement des installations)</li> </ul> <p>D'après ce PGS, la part d'émission diffuse est supérieure à 50 % du flux annuel des émissions canalisés.</p> <p>L'Inspection constate que le plan de gestion des solvants ne répond pas entièrement aux règles de</p>

l'art. Notamment, la conversion entre la concentration en COVNM mesurée en carbone total et la concentration en solvant n'est pas réalisée.

**Demande 5 : L'inspection demande à l'exploitant sous 6 mois de réaliser un plan de gestion des solvants répondant aux règles de l'art (cf. guide de l'Ineris ; [https://www.ineris.fr/sites/ineris.fr/files/contribution/Documents/guide\\_PGS\\_nouvelle\\_version.pdf](https://www.ineris.fr/sites/ineris.fr/files/contribution/Documents/guide_PGS_nouvelle_version.pdf)).**

**Dans le cas où le plan de gestion réalisé montre un dépassement du seuil des émissions diffuses, l'exploitant devra se mettre en conformité sous 1 an.**

A noter : l'exploitant peut également demander une adaptation des prescriptions de son arrêté (article R181-45 du code de l'environnement). Cette éventuelle demande d'adaptation devra justifier du confinement, de la collecte et du traitement des émissions diffuses (sauf considérations de sécurité, telles que le risque d'explosion ou d'appauvrissement en oxygène). Cela inclut des techniques telles que :

- le stockage, le traitement et la manutention des déchets et matières susceptibles de générer des émissions diffuses dans des bâtiments fermés ou dans des équipements capotés ;
- le maintien à une pression adéquate des équipements capotés ou des bâtiments fermés ;
- la collecte et l'acheminement des émissions vers un système de réduction des émissions approprié au moyen d'un système d'extraction d'air ou de systèmes d'aspiration proches des sources d'émissions. Une mise à jour de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation initiale devra également être réalisée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 à 12 mois